

La question de l'indépendance nationale dans les mouvements de renaissance nationale chez les peuples slaves

E. NIEDERHAUSER

Les mouvements de renaissance nationale constituent un phénomène de l'évolution historique chez les peuples de l'Europe Orientale,¹ chez les petites nations occidentales, on le peut distinguer aussi. Phénomène bien connu dans l'histoire et l'histoire littéraire des peuples slaves, qu'il suffise de renvoyer à l'*obrození* tchèque, à l'*obrodnie* slovaque, au *preporod* croate, au *vázraždane* bulgare, même chez les Serbes est connu le *gradanski preporod*. Mais c'est un phénomène cachant une évolution plus significative: l'évolution du régime capitaliste, dans la première moitié du XIX^e siècle. Évolution inconsciente pour la plupart des contemporains. La tendance historique réelle menait au capitalisme, les contemporains raisonnaient sur des questions nationales, questions de langue littéraire, d'enseignement en langue maternelle, etc. Mais il y avait toujours des individus réfléchissant sur les problèmes économiques et sociaux aussi.

Depuis longtemps déjà, on distingue deux étapes de ces mouvements, l'une culturelle, l'autre politique. Dans la première, c'était la langue littéraire,

¹ Quant aux mouvements, v. Tadeusz Łepkowski, *Polska — narodziny nowoczesnego narodu 1764—1870*. Warszawa, 1967; Josef Kočí, *Naše národní obrození*. Praha, 1960; Djuro Šurmin, *Hrvatski preporod*. T. 1—2. Zagreb, 1903; Bogo Grafenauer, *Zgodovina slovenskega naroda*. 5. zv.: Doba hitrega razkrajanja fevdalne organizacije, razvoja manufakturne in začetkov industrijske proizvodnje od srede XVIII do srede XIX stoletja. Ljubljana, 1962; Jozef Butvin, *Slovenské národnosjednocovacie hnutie (1780—1848)*. (K otázke formovania novodobého slovenského buržoázneho národa.) Bratislava, 1965; Vasa Čubrilović, *Istorija političke misli u Srbiji XIX veka*. Beograd, 1958; Žak Natan: *Bálgarskoto vázraždane*. Sofija, 1946; *Istorija Ukrajins'koi RSR*. I. Kyjiv, 1967. Pour une vue d'ensemble, E. Niederhauser, «Quelques questions concernant les mouvements de renaissance nationale en Europe Orientale» (première moitié du XIX^e siècle). *Revue du Nord* t. LII, n^o 205. Avril-juin 1970, pp. 229—34.

l'enseignement, la littérature nationale, l'histoire nationale qui se trouvaient au centre de l'intérêt. Dans l'autre se posent déjà des questions politiques, participation à la vie politique, autonomie territoriale ou même indépendance nationale. Et en même temps, mais subordonnées à ces questions, se posaient des questions économiques, comme l'amélioration de l'agriculture, ou bien des questions sociales, comme en premier lieu: l'émancipation des serfs.

C'est dans ce cadre plus large que nous nous proposons d'examiner, d'une manière comparative l'une des questions politiques surgies au cours des mouvements, à savoir la question de l'indépendance nationale.

Or, pour commencer, il faut jeter un coup d'oeil sur la situation des nations slaves à l'époque en question qui couvre à peu près la première moitié ou les deux premiers tiers du XIX^e siècle. (Nous employons le terme «nation» pour les divers peuples dont nous allons parler tout en étant conscients du fait que c'est au cours même de ces mouvements que la nation bourgeoise, dans le sens marxiste du mot, se constitue. Mais nous choisissons ce terme concis pour éviter du même coup une définition qui se révélerait d'être trop longue sans échapper au sort d'être plus vague encore.)

A cette époque des mouvements de renaissance nationale chez les peuples slaves, on peut distinguer trois types de leur évolution. Le premier est représenté par la nation slave la plus grande, c'est-à-dire la Russie, une géante parmi les nations slaves, en même temps que par la plus petite d'entre elles, c'est-à-dire le Monténégro. Comparaison hardie à première vue, mais peut-être quand même justifiée. Prenons le cas plus facile, les Russes. Nation constituant un des grands empires de l'Europe contemporaine, empire qui, à partir de l'époque révolutionnaire, se montrait plus d'une fois maître des destins de l'Europe. Nation pour laquelle la question de l'indépendance ne se pose pas: elle la possède. Et nation qui a sa propre classe dirigeante, l'aristocratie et la noblesse russes. Mais, toutes proportions gardées, il en va de même avec les Monténégrins. Si l'on ne regarde pas les nuances du droit international et les finesses de la diplomatie, mais les faits, les Monténégrins sont aussi indépendants, malgré leur assujettissement formel sous l'empire ottoman. Société sous-développée, avec des vestiges de la société primitive, le Monténégro accuse en la personne de son évêque-prince, des knezs, des chefs de tribu quelque sorte d'une classe dirigeante autochtone. C'est pourquoi les représentants de ce premier type ne seront pas traités en ce qui suit. C'est le deuxième et le troisième types qui nous intéresseront.

Deuxième type: les Polonais, les Tchèques, les Croates. Ce qui est un trait commun d'abord, c'est que ces nations aussi ont leur propre classe dirigeante, la noblesse, l'aristocratie qu'elles ne constituent pas des peuples ahistoriques, pour reprendre un terme bien notoire au début de notre siècle. Un autre trait commun (qui ne vaut pour les Polonais qu'à partir de 1795): ces nations ne possèdent pas un État indépendant. Les Polonais viennent de le

perdre précisément en 1795, après le troisième partage. Les Tchèques le perdirent en 1526, année de l'avènement au trône des Habsbourg. Les Croates — encore au haut moyen-âge, début de XII^e siècle — à la suite de la conquête hongroise. Mais, dans les trois cas, ces nations ont gardé une certaine autonomie de caractère féodal, grâce précisément au fait d'avoir leur propre noblesse.

Cette noblesse, revêtue de privilèges, conserve une certaine autonomie provinciale, même les Polonais dans la Galicie ou dans le Grand-Duché de Poznań, ou bien dans le Royaume Polonais de 1815, sous la domination russe. Autonomie restreinte sous bien des aspects, en lutte perpétuelle contre l'absolutisme. Autonomie provinciale qui partage la nation entre plusieurs provinces, la Croatie et la Dalmatie chez les Croates, la Bohême, la Moravie et la Silésie chez les Tchèques, pour ne pas parler des Polonais, partagés entre trois empires. Il y faut ajouter encore que cette autonomie bat constamment la retraite devant les forces de l'État et se diminue.

Troisième type: les Slovènes, les Slovaques, les Serbes, les Bulgares, les Ukrainiens. Peuples paysans sans classe dirigeante féodale. Chez les Serbes et les Bulgares, les noblesses autochtones sont disparues au moment de la conquête par les Turcs. Quant aux autres: la noblesse slovaque et ukrainienne en train de s'assimiler à la noblesse hongroise ou russe, la noblesse slovène étant disparue depuis longtemps. La noblesse ne participe pas aux mouvements nationaux, sauf quelques exceptions qui ne comptent pas. Et ces nations se trouvent sous la domination des grands empires, celui des Habsbourg, de la Turquie, de la Russie. Privées de leur noblesse, elles sont aussi privées des privilèges dûs à la noblesse, privilèges féodaux. Par conséquent, elles ne comptent pas dans l'ordre hiérarchique de ces empires féodaux.

Mais nous venons de parler d'évolution capitaliste. Et la bourgeoisie de ces nations? Au fond, elle est très faible, même si elle existe. Le capitalisme avance à pas très lents, dans l'empire ottoman, il n'y a point de bourgeoisie au sens moderne, les grands commerçants sont pour la plupart des Grecs ou des Arméniens ou des Juifs. Dans l'empire des Habsbourg, la bourgeoisie des villes est allemande. Ainsi, quant aux nations du deuxième type, la bourgeoisie manque. Avec une exception: les Tchèques. Parce que chez eux, il y a une bourgeoisie importante, tandis que leur aristocratie n'a que de faibles rapports avec le mouvement national. La bourgeoisie tchèque constitue une classe dirigeante, mais elle aussi se trouve dans un état secondaire face à la bourgeoisie allemande des trois provinces tchèques. En dehors de cette exception, la bourgeoisie ne joue pas un rôle important dans les mouvements. Ce sont partout les intellectuels qui dominent ces mouvements. Chez les nations du troisième type, ils viennent du clergé, chez celles du deuxième, des professions libérales, mais aussi du clergé, et s'ils sont d'origine paysanne ou petit-bourgeoise dans le premier cas, ils viennent de la noblesse dans le deuxième et bien-entendu, de la bourgeoisie chez les Tchèques.

Il reste encore à éclairer une question préalable, celle de l'indépendance. D'où vient cette revendication qui couronne la série des exigences des mouvements? D'une part, à partir de 1789, tous les mouvements révolutionnaires en Europe (et les mouvements de renaissance nationale le sont, bien que beaucoup de participants aient reculé devant la révolution et se croyaient de bons réformistes), tous les mouvements donc ont un modèle à suivre, la France, la Révolution française. Et la France était un État indépendant. Anisi, le cadre normal de l'évolution bourgeoise, de l'évolution libérale, de l'évolution révolutionnaire — appelons-le comme nous voulons — c'était l'État indépendant. En effet, les théoriciens du marxisme, eux aussi, considéraient l'État indépendant le plus approprié à l'évolution capitaliste. Constatation évidente pour les dirigeants des mouvements nationaux aussi. D'autre part, les nations slaves ne pouvaient pas être indifférentes aux attraits de l'indépendance, étant donné l'autre grand modèle inspirateur, la Russie, plus proche même sur le plan national que la France, et, comme elle, indépendante. L'indépendance nationale devient le mot d'ordre dans les mouvements de renaissance nationale; à l'étape politique, elle est, pour ainsi dire, l'apogée des revendications politiques.

Mais en examinant la question d'un peu plus près, on finira par voir que ce mot d'ordre a plusieurs sens, conformément à la force du mouvement, à la force de la nation même.

Chez les nations plus petites, moins fortes par leur nombre, par leur composition sociale, cette revendication se réduit à une sorte d'autonomie dans les cadres du vaste empire auquel elles appartiennent. Nous ne voulons pas aborder ici des détails de droit constitutionnel, ni la questions du vocabulaire dont on se servait dans les différents programmes politiques pour exprimer ce qu'on voulait atteindre. Le trait principal consiste dans le fait que ces programmes n'exigeaient pas (au moins pour le moment) une indépendance totale, mais un degré d'autonomie que leur aurait assuré presque tous les attributs de la souveraineté d'État, avec un gouvernement indépendant et une législation indépendante, tout en réservant quelques questions principales à une législation embrassant tout l'empire. Ce qui aurait signifié la participation des représentants du territoire national à cette législation, commune à l'empire. Dans le cas de l'empire turc, l'autonomie, attribuée à certains provinces ou pays, était en fait encore plus large approchant déjà d'une indépendance totale (le cas des Principautés Danubiennes) et qui servait comme modèle pour les revendications d'autres nations.

Le soulèvement serbe en 1804 ne se posait pas comme but l'obtention d'une autonomie, mais seulement la restauration de l'administration locale d'avant 1801, avec les chefs locaux, les knezs à la tête. Les revendications, établies en mai 1804, exigent entre autres: « 2. Nous demandons le pardon... de l'empereur et une ordonnance impériale prescrivant qu'aucun Turc n'ose

se venger en secret ou ouvertement sur le rayah et lui reprocher que le rayah est désobéissant envers l'empereur, quand c'est précisément le rayah qui obéit à l'empereur, et nous ne résistons qu'à ces malfaiteurs, à cause desquels nous devons supporter de grandes souffrances.

3. Tous les vizirs ou autres commandants qui seront envoyés, devront gouverner le rayah conformément au message de 1793 où sont inscrits tous les impôts que le rayah doit payer à la trésorerie impériale. . .

6. Que le rayah puisse élire des knezs et que le vizir les reconnaisse comme supérieurs du rayah, et que chaque kadi entende leur voix concernant toutes les bonnes causes; en dehors de cela, le rayah demande — tous unanimement — qu'ils puissent élire un homme pour tête de toute la race serbe et que tous les cas qui concernent le rayah soient décidés par les vizirs obligatoirement avec le concours de cette tête. . .»² Ce n'est qu'après les premiers succès, remportés assez facilement, que la revendication de l'indépendance totale a été posée. Mais quand, en 1815, deux ans après la chute du premier soulèvement, Miloš Obrenović déclencha le second, c'était de nouveau l'autonomie qu'il mettait dans son programme, et les khatt-i-chérifs de 1830 et de 1831 ne sanctionnèrent que l'autonomie locale des knezs.³

Dans leur programme politique d'avant 1848, les Tchèques ne posaient pas la question de l'indépendance, ils se contentaient d'une position privilégiée au sein de l'Autriche. Citons un tract de Jakub Malý, paru anonyme en 1845, *Worte eines Čechen, veranlasst durch die Graf Jos. Math. v. Thun'sche Broschüre, Der Slavismus in Böhmen*: «Comme Tchèques. . . nous sommes des Autrichiens aussi, c'est-à-dire membres de cette communauté des nations, de la survie de laquelle dépend notre existence aussi. . . Le Tchèque est un sincère patriote autrichien, et tout comme ce patriotisme s'est manifesté dans les anciens temps tristes de manière splendide, de même, dans l'avenir, personne ne se placera sous l'étandard autrichien plus fidèlement que le Tchèque. C'est sous le sceptre autrichien que les Tchèques ont atteint le haut degré de leur civilisation actuelle, leur industrie a dépassé de loin celle de toutes les autres provinces autrichiennes, nos compatriotes tchèques remplissent un tiers de tous les services de l'empire. . .»⁴ Et au cours de la révolution de 1848, la fameuse lettre de František Palacký au Comité chargé de la préparation de l'assemblée nationale allemande de Francfort, ne laissait pas de doutes concernant le maintien de cette prise de position: «Dans le Sud-Est de l'Europe, le long de la frontière de l'empire russe, vivent bien des peuples qui diffèrent remarquablement quant à leur origine, leur langue, leur histoire et leur moeurs. . . dont ni l'un ni l'autre en lui-même n'est assez fort pour résister dans l'avenir avec

² *Hrestomatija po novoj istorii*. Tom I. 1640—1815. Moskva, 1963, p. 388.

³ V. Čubrilović: *op. cit.* pp. 119—30.

⁴ *Naše národní minulost v dokumentech*. Chrestomatie k dějinám Československa. II. díl. (Od zrušení nevolnictví do revoluce roku 1848). Praha, 1962, pp. 285—6.

succès à son voisin oriental trop puissant; ils n'en seront capables que si un lien étroit et solide les unit tous. La vraie artère de cette alliance nécessaire des peuples, c'est le Danube; le pouvoir central ne devra jamais s'éloigner trop de ce fleuve, s'il veut se faire valoir et survivre. Vraiment, si l'empire d'Autriche n'existait pas depuis longtemps, dans l'intérêt de l'Europe, même de tout le genre humain, il faudrait d'urgence qu'il se forme». ⁵ Les revendications de la révolution tchèque de 1848 ne dépassèrent pas les cadres d'une autonomie, conçue, bien sûr, assez largement. ⁶

Chez les Slovaques, l'idée de l'autonomie se présenta pour la première fois en 1839. L'un des chefs du mouvement slovaque, Jozef Miloslav Hurban jugea le temps encore inopportun pour une déclaration ouverte, mais pendant les années suivantes, les Slovaques recevaient des encouragements de la part des Tchèques. ⁷ Les pétitions de 1840 et de 1842 ne firent encore que pressentir cette revendication, ⁸ mais en mai 1848, l'assemblée slovaque de Liptovský Svätý Mikuláš formula l'exigence de l'autonomie en revendiquant la création d'un territoire slovaque à part avec une assemblée nationale, cette fois dans les cadres encore du royaume de Hongrie. ⁹ Bientôt, les Slovaques finirent par la revendication de supprimer tous les liens qui les unissaient à la Hongrie, se contentant de la reconnaissance du gouvernement central autrichien. ¹⁰ C'est une autonomie territoriale pareille que demanda le Congrès national des Serbes de Hongrie en 1848. ¹¹

Le mouvement croate se trouvait dans une situation plus favorable dès le début, étant donné son autonomie assez large. Ici, l'essentiel des revendications politiques se réduisait au relâchement des liens avec la Hongrie. C'est pourquoi, en 1844 p. ex., les partisans du mouvement illyrien insistèrent pour que la Croatie fût représentée à la Diète hongroise par des nuntii, délégués au nom de toute la Croatie, et non par des simples députés, deux par comitat, comme c'était le cas des comitats hongrois. ¹² Pendant la révolution de 1848, les revendications croates visaient surtout une indépendance totale envers la Hongrie. L'art. 1^{er} de la loi XI de 1848 déclare: « Le triple royaume (c'est-à-dire la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie) comme État toujours libre et indépendant

⁵ Ibid. pp. 357—8.

⁶ Stanley Z. Pech, *The Czech revolution of 1948*. Chapel Hill, 1969, pp. 47 et suiv.

⁷ J. Butvin: op. cit. pp. 240—63.

⁸ Ján Tibenský: *Chvály a obrany slovenského národa*. Bratislava, 1965, pp. 257—66., 311—14.

⁹ Lajos Steier, *A tót nemzetiségi kérdés 1848—49-ben*. II. Okmánytár. (La question nationale slovaque en 1848—49. T. 2. Documents). Budapest, 1937, p. 49.

¹⁰ Dejiny Slovenska. II. Od roku 1848 do roku 1900. Bratislava, 1968, p. 65., 70.

¹¹ József Thim: *A magyarországi 1848—49-iki szerb fölkelés története* (Histoire du soulèvement serbe de Hongrie en 1848—49). T. II. Budapest, 1930, p. 282. V. encore Dušan J. Popović, *Srbi u Vojvodini*. 3. Od Temišvarskog sabora 1790 do Blagoveštenskog sabora 1861. Novi Sad, 1963.

¹² Rudolf Horvat: *Najnovije doba hrvatske povjesti*. Zagreb, 1906, p. 79.

à l'égard de la Hongrie, ne peut et même ne veut pas reconnaître le gouvernement hongrois actuel, par conséquent, toutes les ordonnances émises par le ministère hongrois au préjudice de ces royaumes et par anticipation sur les droits du ban (le chef de l'autonomie croate) doivent être annulées...»¹³ La Croatie ne reconnaîtra que le pouvoir central de Vienne, comme le déclare l'art 2 de la loi XX de 1848: «a) Il faut par tous les moyens restaurer et maintenir l'unité de toute la monarchie d'Autriche, et comme garanties, il faut créer des institutions politiques. L'actuel dualisme gouvernemental doit se concentrer dans un gouvernement unique, comme symbole et support de l'unité; b) Il faut garantir la liberté et l'égalité de toutes les nations et de toutes les langues réunies sous la couronne hongroise, surtout de la langue et de la nationalité du triple royaume et, comme garanties, il faut assurer le fonctionnement des institutions politiques; — en ce qui concerne ces royaumes et la Voïvodine serbe, le sabor (la Diète croate) entend par ces institutions surtout l'administration indépendante et la législation concernant le triple royaume».¹⁴

Au printemps de 1848, les Polonais de la Galicie exigèrent, eux aussi, l'autonomie, mais de caractère bourgeois, au lieu de l'autonomie provinciale. Le 18 mars, Jan Dobrzański, Franciszek Smolka et Franciszek Ziemiałkowski formulèrent à cette fin une adresse à l'empereur, laquelle fut présentée le 31 mars à Vienne.¹⁵ Les Slovènes aussi réclamèrent l'autonomie en 1848, avec l'unification du territoire national, au sein de l'empire des Habsbourg.¹⁶ Les Ukrainiens de la Russie ne pouvaient pas poser la question ouvertement, mais leurs sociétés secrètes, la Société des Slaves Unis en 1825 et la Société Cyrille-Méthode en 1846 visaient aussi une sorte d'autonomie en réclamant une fédération des peuples de Russie.¹⁷ Dans ce cas, le souvenir de l'ancienne autonomie des Cosaques jouait aussi son rôle. La possibilité d'une autonomie, assez restreinte d'ailleurs, fut envisagée par le gouverneur-général, le duc de Répnine aussi, ce qui lui fit perdre ses fonctions.¹⁸

L'aile modérée du mouvement bulgare, en premier lieu les riches commerçants qui vivaient dans l'émigration, se figuraient la solution de la question bulgare à l'exemple du compromis austro-hongrois: le sultan se couronnant à

¹³ Historijska čitanka za hrvatsku povijest. I. Do ukidanja feudalnih odnosa u Hrvatskoj g. 1848. Zagreb, 1952, p. 195.

¹⁴ Ibid. p. 197.

¹⁵ Historia Polski. II. 1764—1864. Część III. 1831—1864. Warszawa, 1959, p. 281.

¹⁶ Ferdo Gestrin—Vasilij Melik: *Slovenska zgodovina od konca osemnajstega stoletja do 1918*. Ljubljana, 1966, pp. 101—4.

¹⁷ P. A. Zajončkovskij, *Kirillo-Mefodievskoe obščestvo (1846—1847)*. Moskva, 1959; G. Ja. Sergijenko, «Pro dijāl'nyst' Kyrylo-Mefodijivs'kogo tovaristva». *Ukrajins'kyj Ystoryčnyj Žurnal*, 1971, n° 1, pp. 69—74.

¹⁸ Borys Krupnyckyj: *Geschichte der Ukraine*. Von den Anfängen bis zum Jahre 1917. Wiesbaden, 1963, p. 232.

Tirnovu tsar de la Bulgarie, en assurant par là une large indépendance à la Bulgarie au sein de l'empire.¹⁹

L'indépendance totale de l'État comme but immédiat pratique des mouvements se produit rarement. Pendant un certain temps, le mouvement polonais même ne l'envisage pas d'une manière décisive et unanime. Après la chute de l'État polonais en 1795, les contemporains jugent la restauration totale de l'indépendance irréaliste et cherchent les moyens de cette restauration dans l'alliance avec l'une des puissances qui ont partagé la Pologne, sous une forme d'autonomie dont nous venons de parler. Les partisans d'une entente avec la Russie se montraient les plus nombreux. Le Grand-Duché de Varsovie réalisa la restauration à l'aide française et d'une manière transitoire en apparence avec l'indépendance totale, en réalité dans une dépendance de l'empire napoléonien. Après 1815, c'est de nouveau l'entente avec la Russie qui occupait la première place.²⁰ Même après la chute de l'insurrection de novembre 1830, la possibilité d'une solution par l'autonomie se posait encore au sein de l'empire d'Autriche, comme nous l'avons constaté.

Mais il est incontestable qu'à partir de 1795 déjà, il y avait des individus qui voyaient le seul but possible dans le rétablissement de l'indépendance. Après 1831, la Grande émigration tout comme les mouvements clandestins du pays se proposaient l'indépendance totale de l'État. Le message de fondation de la Société Polonaise Démocratique s'adresse à ceux qui «désirent voir dans la Pologne future des millions de citoyens heureux, libres, jouissant des dons de la nature». Libres, parce que l'État sera libre. Or, «celui qui parle au nom des droits de l'homme, reçoit sa charge des droits éternels de la Nature et les retrouve là. Cette discussion sera tranchée par les juges naturels, c'est-à-dire par la civilisation et les peuples de l'Europe, parce que c'est d'eux que nous requerrons la renaissance de la Pologne. Ils nous répondront, au nom de quels intérêts nous avons le droit de demander leur aide... La Pologne sera le besoin de la civilisation, du bonheur et de la paix de l'Europe.»²¹ Quant à la structure interne de l'État polonais à ressusciter, les différences entre les tendances diverses étaient profondes, mais la question de l'indépendance de l'État se trouvait au-dessus de toute discussion, même pour les tendances les plus opposées.

Le soulèvement serbe de 1804 était, au début, loin d'une telle revendication, mais la situation internationale, favorable à ce moment, rendit possible de la formuler. Les intellectuels, venus de la Hongrie du Sud et jouant un rôle important dans l'établissement du nouvel organisme étatique, y prêtaient leur

¹⁹ Istorija na Bălgarija. Tom pârvi. Sofija, 1962, pp. 409—10.

²⁰ Jerzy Lojek: *Studia nad prasą i opinią publiczną w Królestwie Polskim (1815—1830)*. Warszawa, 1966.

²¹ Nurty lewicowe w dobie polskich powstań narodowych 1794—1849. Wybór źródeł. Wrocław—Warszawa—Kraków, 1961, p. 207., 208.

appui. Il semble que même les paysans avaient un vague désir d'indépendance, mais la lutte de classe antiféodale des paysans dominait.²²

Vers le milieu du XIX^e siècle, la plupart des dirigeants du mouvement bulgare fixaient comme tâche primordiale l'indépendance totale, en rejetant la pensée d'un compromis turco-bulgare et jugeant même la confédération balkanique comme moyen seulement. Quand, en 1875, le soulèvement de l'Herzégovine éclata, Christo Botev, le grand poète bulgare et l'un des chefs du mouvement révolutionnaire, réclama avec insistance l'insurrection pour l'indépendance totale: «Tout le long de sa vie d'esclave, le peuple bulgare montrait qu'il avait assez de force vitale pour continuer une lutte permanente et tenace contre ses oppresseurs, et, depuis 1867 jusqu'à nos jours, l'esprit révolutionnaire remplit, pour ainsi dire, toute notre belle patrie. Il ne nous manquait qu'une chose: l'organisation appelée à unir les forces révolutionnaires du peuple, à leur donner une direction et à fixer le moment de l'explosion; mais dès à présent, les fondements assez solides et sains de cette organisation sont posés. Par conséquent, le peuple est prêt, les circonstances sont favorables, il est impossible d'imaginer une meilleure aide que celle que l'Herzégovine accorde et que le Monténégro et la Serbie accorderont. Nous ne devons pas attendre. Cette occasion manquée, nous sommes perdus... Nous devons nous soulever et en finir avec nos terribles et cruelles difficultés, nous devons régler nos comptes avec le tyran, pour aider l'Herzégovine en nous aidant nous-mêmes et pour montrer à la diplomatie que nous ne sommes pas du bétail, de la marchandise, mais un peuple, capable de vie et d'évolution... La maison d'Osman s'écroule, et elle tombe sur notre peuple!... Nous vivons sur une terre libre, et personne ne peut nous empêcher de remplir notre devoir envers la patrie».²³

Or, l'indépendance devint un programme, le but final. Mais pour la plupart des mouvements, ce but apparaissait comme lointain, ou même ne fut pas envisagé. Au fond, l'État national, bourgeois était le but de tous les mouvements, donc, l'indépendance en même temps. Mais dans bien des cas, la faiblesse des mouvements ne rendait pas possible la proclamation ouverte de ce but. Que signifiait cette faiblesse? D'une part, le fait que le mouvement ne pénétra que dans une fraction relativement petite de la nation, qu'il ne pouvait pas mobiliser de larges masses. D'autre part, le fait que la nation elle-même était nettement moins nombreuse et plus faible en face de la puissance dont elle aurait dû revendiquer son indépendance. Et aussi le fait que les couches participant activement au mouvement tout comme les classes et les couches potentielles du mouvement s'avéraient faibles sur le plan économique, igno-

²² J. Ćetković, *Karadjordje i Miloš*. Beograd, 1960; Georges Castellan, *En Serbie au seuil de l'indépendance 1815—1839*. Paris, 1967.

²³ Hristo Botev: *Izbrani sđinenija*. Sofija, 1948, pp. 296—7.

rantes et sans expérience sur le plan politique. Et encore le fait que le mouvement en question ne pouvait pas s'assurer l'aide de l'étranger.

Mais outre ces raisons, il fallait encore d'autres causes. Quant à l'austro-slavisme des Tchèques, on tient compte — et non sans fondement — des intérêts économiques de la bourgeoisie tchèque. Facteur incontestable, mais pas tout à fait conscient avant 1848. Les raisons que nous venons d'énumérer jouaient leur rôle dans le cas de tous les mouvements. On peut constater néanmoins que chez les nations vivant sous la domination turque, l'indépendance comme but pratique se posait plus tôt que chez les nations de l'Autriche ou de la Russie. Il nous semble qu'il faut compter avec un autre aspect encore. La Turquie se trouvait dans un état de pleine décomposition, désintégration qui fournissait un thème constant des négociations diplomatiques et du journalisme européen de l'époque. A l'opposé, les deux autres empires, celui des Habsbourg, et la Russie, se montraient inébranlables, forts, durables. Seuls les Polonais avaient le courage de s'élever contre eux (et, d'ordinaire, jamais en même temps contre tous les deux, voire tous les trois, y compris la Prusse). C'était, d'une part, la conséquence d'un calcul raisonnable, d'une expérience politique bien fondée. D'autre part, il faut compter avec un facteur de psychologie sociale, à savoir que même pour un politicien à l'esprit ouvert, la puissance de l'empereur de Vienne ou de Saint-Pétersbourg semblait solide, sans parler des masses qui la sentaient éternelle, même si elles ne l'aimaient pas. Il faudra y ajouter : la notion féodale bien connue du «bon souverain» était très vivante dans les masses.²⁴ A notre avis, ces considérations jouaient un rôle important dans le fait que la souveraineté nationale occupait une place bien restreinte dans les mouvements.

Un rôle beaucoup plus important que les données de l'évolution réelle. Seuls les pays balkaniques, à l'époque, obtinrent l'indépendance. Même pour un observateur moins bien informé, ce n'était pas un secret que l'indépendance nationale était là plutôt l'oeuvre des relations internationales que du mouvement lui-même.

Mais il y a un autre phénomène essentiel. Si les mouvements ont visé l'autonomie ou bien l'indépendance totale, ils revendiquaient en même temps des territoires habités par d'autres nations aussi.

Cette tendance se manifestait de la façon la plus claire chez les nations qui avaient leur propre classe dominante, dans notre cas, chez les Polonais, les Tchèques, les Croates.

Tout comme les diverses tendances du mouvement polonais étaient d'accord, après 1831, sur le programme de l'indépendance nationale, elles l'étaient aussi sur le fait que le nouvel État polonais devrait reconquérir les

²⁴ Stephen Fischer—Galati, «Nationalism and Kaisertræue», *Slavic Review*, 1963, pp. 31—6.

frontières de 1772 avec les territoires habités par des non-Polonais. Seule la fraction du prince Czartoryski, pour des raisons tactiques, se contentait de l'indépendance du Royaume Polonais seulement, parce qu'elle espérait tout des autres grandes puissances européennes. Mais la Société Polonaise Démocratique se déclarait, dès 1832, partisan des anciennes frontières, tout comme les tendances se trouvant à sa gauche. Citons l'exemple de l'organisation clandestine, fondée en 1835 à Cracovie, l'Union du Peuple Polonais qui déclara que la nation polonaise, ce sont «les habitants de tous les territoires qui, avant le pillage de la Rzecz Pospolita, constituaient sa propriété». ²⁵ Même les Rouges, en 1863, insistaient sur ce programme. ²⁶

Partant du droit historique des provinces tchèques, les Tchèques trouvaient tout à fait naturel que l'autonomie qu'ils réclamaient pour ces provinces, renfermât les territoires habités par les Allemands. Palacký soutint ce programme dans son projet qui, d'ailleurs, sur une base ethnique, visait à englober les territoires slovaques dans les provinces tchèques. ²⁷

Chez les Croates, le mouvement illyrien se préparait à étendre la domination croate sur tous les territoires sud-slaves, y compris celui des Slovènes et des Serbes. ²⁸

Mais d'autre part, le mouvement serbe se montrait à son tour, prêt à dépasser ses cadres originaux. Ilija Garašanin, ministre serbe des affaires étrangères, dans un aide-mémoire secret de 1844, inspiré par les émissaires tchèques de Czartoryski, proposa comme programme l'union de tous les territoires sud-slaves, mais sous la domination serbe: «Si la Serbie se considère elle-même, ce qu'elle est à présent et dans quelle situation elle se trouve et quelles nations l'entourent, elle doit se convaincre de sa petitesse et du fait qu'elle ne peut pas rester dans cette situation; or, la Serbie ne peut réaliser son avenir et sa tâche que dans l'alliance avec les peuples voisins.

De cette connaissance vient le projet fondamental de la politique serbe,

²⁵ Historia Polski op. cit. p. 111. V. encore Dawid Fajnhauz, *Ruch konspiracyjny na Litwiei Bialorusi 1846—1848*. Warszawa, 1965.

²⁶ Historia Polski op. cit. pp. 459—60. V. encore S. M. Fal'kovič, *Idejno-političeskaja bor'ba v pol'skom osvoboditel'nom dviženii 50—60-h godov XIX veka*. Moskva, 1966.

²⁷ Eugen Lemberg, «Volksbegriff und Staatsideologie der Tschechen», *Zeitschrift für Ostforschung*, 1959, p. 161—97; Rudolf Wierer, «F. Palackys staatspolitisches Programm», *Zeitschrift für Ostforschung*, 1957, p. 246—58.

²⁸ Jaroslav Šidak, «Južnoslavenska ideja u ilirskom pokretu», *Jugoslovenski Istorijski Časopis*, 1963, no 3. p. 31—42.; Ilirski pokret. Réd. par Salko Nazečić. Sarajevo, 1956; I. I. Leščilovskaja, *Illirizm*. (K istorii nacional'nogo vozroždenija u južnyh slavjan). Moskva, 1967; Jakša Herceg, *Ilirizam*. Beograd, 1935.

selon lequel elle ne peut pas se contenter de ses frontières actuelles, mais elle doit s'efforcer de gagner l'attention des peuples serbes voisins . . . »²⁹

Ce n'était que les nations se trouvant dans une situation vraiment défavorable (les Slovènes, les Slovaques, les Bulgares) qui se contentaient, à cette époque, de leur territoire ethnique. Mais étant donné la composition multinationale de toute l'Europe Orientale, même ces revendications modestes englobaient fatalement des territoires habités par d'autres peuples. Les exigences territoriales s'excluaient mutuellement et finirent inévitablement par mener à des conflits. L'époque capitaliste, l'époque bourgeoise, préparée par les mouvements de renaissance nationale, sera pleine de tels conflits.

²⁹ J. Thim op. cit. p. 1. V. encore M. Valentić, «Konceptija Garašaninova «Načertanija iz 1844», *Istorijski Pregled*, 1961, no 2, pp. 128—37; R. Perović, «Načertanije iz 1844», *Istorijski Glasnik*, 1963, no 1, pp. 71—94; V. Žáček, «Češko i poljsko učešće u postanku Garašaninova „Načertanija“ 1844», *Historijski Zbornik*, 1963, pp. 35—56.